

## ENTREVUE DU MOIS

### JEAN SIMARD, PRÉSIDENT ET CHEF DE LA DIRECTION, ASSOCIATION DE L'ALUMINIUM DU CANADA

*Jean Simard occupe le poste de président et chef de la direction de l'Association de l'aluminium du Canada (AAC) depuis 2009, où il agit à titre de représentant et de porte-parole de l'industrie auprès des gouvernements, des associations sectorielles et des médias, tout en assurant la liaison avec les différents organismes internationaux auxquels se rattache l'AAC.*

*M. Simard est diplômé en droit civil de l'Université d'Ottawa et est membre du Barreau du Québec. Il a occupé le poste de vice-président, Développement durable et relations gouvernementales chez Gaz Métro, après une carrière de près de vingt ans comme consultant en affaires publiques et relations gouvernementales, principalement dans les domaines de l'environnement et de l'énergie.*



*M. Simard siège à l'International Aluminium Institute (IAI) et à l'Aluminium Stewardship Initiative (ASI). Il est membre du conseil d'administration d'AluQuébec, la Grappe industrielle de l'aluminium du Québec, du Conseil patronal de l'environnement du Québec (CPEQ), ainsi que du Centre québécois de recherche et de développement de l'aluminium (CQRDA). Cofondateur de SWITCH, l'Alliance pour une économie verte, et membre de son comité directeur, il est un des leaders de la nouvelle initiative canadienne IntelliProsperité. Il siège au comité de direction du Pôle (Forum) de concertation sur l'économie circulaire, au comité Affaires publiques du Conseil du patronat du Québec et au conseil de la Fondation des conservatoires du Québec. Il est membre du Cercle des Ambassadeurs du chapitre québécois de Conservation de la Nature Canada.*

### **Monsieur Simard, face aux menaces récemment énoncées par le gouvernement américain d'augmenter les droits de douane de 10 % sur l'exportation de l'aluminium canadien, quelle stratégie l'Association de l'aluminium du Canada a-t-elle adoptée?**

Il s'agit plutôt d'imposer un tarif de 10% aux exportations canadiennes d'aluminium, alors qu'il n'y a actuellement aucun droit de douane dans le cadre de l'ALÉNA.

L'AAC travaille depuis maintenant plusieurs mois, avec l'association américaine de l'aluminium, nos représentants diplomatiques et nos entreprises membres afin de convaincre l'administration Trump de la nécessité d'exclure les approvisionnements canadiens de l'imposition d'un tarif qui serait très dommageable pour l'économie américaine.

## À votre avis, quels seraient les impacts d'une telle augmentation sur l'économie québécoise?

En fait, c'est surtout l'économie américaine qui en souffrirait dans un premier temps, puisque nous représentons une part significative du métal importé par les USA, soit près de 60%. Une hausse du coût du métal pour les entreprises américaines, rendrait celles-ci progressivement moins compétitives, et certaines d'entre elles seront appelées à fermer.

Cette perturbation de nos chaînes de valeur aurait certainement des effets sur nos entreprises qui perdraient ainsi des clients.

*«Selon les analyses de la firme Harbor, spécialisée dans le domaine, il se détruirait éventuellement environ 45 milliards \$ de valeur dans l'économie américaine.»*

## Dans le même ordre d'idées, quelles seraient les répercussions sur le transport maritime?

C'est à plus long terme que nous pourrions voir des effets sur nos chaînes logistiques car dans la mesure où la situation persiste, c'est l'économie nord-américaine au complet qui serait affectée.

## Selon vous, est-ce que la renégociation de l'ALÉNA pourrait poser les jalons d'une solution au problème mondial de surcapacité de l'aluminium? Si oui, comment?

*«Il n'y a qu'une façon d'y arriver, c'est dans le cadre d'une démarche regroupée impliquant les grands bassins de production d'aluminium dont la Chine, afin de circonscrire et mettre un terme à l'intervention étatique, en Chine et ailleurs, qui contrevient aux règles du commerce équitable et égalitaire de l'aluminium dans le monde.»*

C'est ce à quoi nous travaillons avec nos collègues américains et européens depuis maintenant deux ans.

Nous allons d'ailleurs tenir un Sommet de l'aluminium à Montréal au début juin, réunissant les décideurs de l'industrie de nos régions du monde afin de formuler un plan d'action à l'intention du G7 qui se tiendra en juin prochain.

Le document sera par la suite acheminé aux leaders du G20 afin de mettre en place un Forum global sur la surcapacité mondiale dans l'industrie de l'aluminium.